

Fraude, évasion fiscale, augmentation des impôts... :

Solidaire Finances Publiques : bilan d'une décennie fiscale difficile



Lors d'une conférence de presse à Saint-Denis ce mardi, Solidaire Finances Publiques en la personne de Jocelyn Cavillot est revenu sur les différentes politiques fiscales des deux derniers quinquennats, ses conséquences sur le plan local et les réformes à mettre en place pour rectifier cela. Pour conclure la conférence, la question de la fraude et de l'évasion fiscale a été également abordée (Photo d'illustration)

A l'aube de la fin du quinquennat de François Hollande, Solidarité Finances Publiques revient lors d'une conférence de presse ce mardi à Saint-Denis, sur son bilan ainsi que celui de son prédécesseur, Nicolas Sarkozy.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le constat n'est pas réjouissant " On avait pointé une certaine continuité dans la politique fiscale qui a été menée entre 2007 et 2017 avec une absence réelle de réformes de fond. Le système fiscal est ainsi devenu complexe et peu consenti par les concitoyens qui explique ainsi cette sorte de " ras-le-bol général " a commenté Jocelyn Cavillot.

Recadrant dans le prisme de l'île, il cible les conséquences de ces politiques sur le plan local et sur le quotidien des Réunionnais : " On a la réduction de l'avantage du quotient familial, fragilisant les parents isolés ; la fiscalisation des retraites majorées ; le gel de la prime pour l'emploi et ben entendu, l'augmentation des impôts locaux ".

De plus, le bouclier fiscal et la baisse de l'impôt sur la fortune (ISF) ont nettement bénéficié aux ménages les plus aisés, laissant particulièrement une classe moyenne à la charge fiscale élevée. C'est sur ce point précis que Jocelyn Cavillot estime que certaines décisions sont indispensables pour une fiscalité juste, consentie et lisible " En fait, ce n'est pas une mesure qu'on prendrait par rapport aux autres mais il faudrait mettre en place une meilleure équité par rapport aux revenus de chaque foyer. "

Après la crise de 2008, les paradis fiscaux devaient disparaître mais rien n'y a fait. Ils semblent même s'être propagés et la Réunion ne fait pas exception : " A la Réunion, on évalue la fraude fiscale à hauteur de 500 millions.

Pour lutter efficacement contre ce fléau, il faut des moyens mais on constate que depuis 2002, la Direction Générale de la Finance Publique a perdu 37600 emplois, dont 3100 rien que pour le contrôle fiscal. On voit donc la réalité de cette lutte qui supprime des emplois au nom de la fraude fiscale. " Solidaires Finances Publiques constate donc que tous les moyens ne sont pas mis en œuvre pour combattre ce fléau qui est pourtant d'une importance prioritaire.

Les citoyens souhaitent un nouveau souffle sur le plan fiscal. " Il en va de l'équilibre de notre démocratie " conclut Jocelyn Cavillot.